

Le “Business Case” contre la corruption

Pourquoi les entreprises devraient-elles faire quelque chose contre la Corruption

- ▶ La corruption:
 - ▶ Est non-éthique
 - ▶ Crée des avantages indus et favorise l'injustice
 - ▶ En résulte des ressources gaspillées:
 - ▶ Ca ajoute jusqu'à 10% au coût total pour faire des affaires (doing business) dans le monde ;
 - ▶ A un impact négatif sur:
 - ▶ La confiance dans l'état
 - ▶ Le développement
 - ▶ La compétitivité
 - ▶ L'investissement étranger direct
 - ▶ La sécurité
 - ▶ L'accès aux services de base.

Au niveau de l'entreprise: La Corruption a un coût

- La Corruption a un coût financier
 - La corruption ajoute jusqu'à **25% au coût des contrats d'approvisionnement** (procurement contracts) dans les pays en voie de développement ;
 - Transférer une entreprise d'un pays avec un niveau bas de corruption à un pays avec un niveau moyen ou élevé de corruption se trouve être **l'équivalent d'une taxe de 20% sur le commerce.**
 - La corruption est plus chère que d'autres coûts:
 - ce **n'est pas fiscalement déductible**

Au niveau de l'entreprise: La Corruption a un coût

- ▶ Quelle est la valeur réelle?
 - ▶ **Le coût de remplacement!**
 - ▶ une entreprise
 - ▶ marge bénéficiaire nette: 10%
 - ▶ paie des pots de vin de MAD 10,000
 - ▶ Combien pour remplacer?
 - ▶ $\$10,000 / 10\% = \text{MAD } 100,000$

Au niveau de l'entreprise: La Corruption a un coût

- La corruption étouffe la croissance:
 - Elle **limite** les fonds disponibles pour le **réinvestissement**
 - Elle **limite l'accès aux marchés internationaux.**
 - De plus en plus de pays adoptent des **législations extraterritoriale** contre la corruption:
 - interdisant à toute entreprise enregistrée dans ces pays de payer un pot-de-vin dans **quelque pays que ce soit** (et pas seulement dans leur pays) et même si le pot-de-vin est payé par une **partie tierce.**
 - ex: Etats-Unis ou la Grande Bretagne, Canada

Au niveau de l'entreprise: La Corruption a un coût

- **La corruption menace la durabilité:**
 - Les fonctionnaires / employés pourraient changer ou leurs intérêts pourraient être détournés.
 - Les lois et / ou leur application pourraient changer:
 - Avec un **nombre de pays arabes croissants engagés pour appliquer la CNUCC**, il n'est qu'une question de temps avant que de nouvelles législations pour combattre la corruption dans les pays arabes ne deviennent effectives ;
 - Il y'a le danger de **détection et de sanction**

Tout avantage acquis par la corruption ne peut être invoqué à long terme.

Un fort “business case” pour ‘clean business’.

- ✓ Un **coût réduit pour ses affaires** (doing business).
- ✓ Une **réputation améliorée** et donc un **avantage compétitif important** du fait que:
 - ❖ Une bonne réputation augmente également les chances d’une entreprise d’être sélectionnée comme partenaire (fournisseur, distributeur, franchisé, etc...) pour des **grandes entreprises locales** et des **multinationales** dans le cadre de leurs chaînes d’approvisionnement; et améliore **accès aux marchés internationaux**.
 - ❖ Elle devient le choix préféré des clients: augmentation des revenus
- ✓ **Protection contre les sanctions.**
- ✓ **Recrutement et rétention d’employés avec des principes.**
 - ❖ 42% réclament que le moral des employés est le plus grand victime du crime économique (PwC, 2016)
- ✓ **Attractive pour acquisition/ « brand value ».**
 - ❖ Les investisseurs sont prêts à payer une prime aux entreprises qui démontrent de hauts standards de gouvernance de:
 - ❖ 12-14% en Amérique du Nord et l’Europe de l’Ouest,
 - ❖ 20-25% en Asie et en Amérique Latine et
 - ❖ **plus de 30%** en Europe de l’Est et dans la région **MENA**.

CONCLUSION:

Les entreprises qui pensent à long terme et se soucient de leur durabilité et de leur croissance se soucient de lutter contre la corruption.

Action collective contre la corruption

Quelles sont les options?

Être corrompu

- ▶ Pour recevoir un avantage indu:
 - ❖ Exemple est une entreprise à but lucratif avec une proposition de valeur (combinaison prix-qualité) qui n'est pas suffisamment compétitive
- ▶ Une manque de connaissances et l'illusion d'une situation « win-win »
- ▶ Pour éviter d'être désavantagé: **L'obstacle à court terme** ou la corruption semble inévitable.

Être intègre

- ▶ Il y'a toujours ceux qui refusent catégoriquement de s'engager dans une activité de corruption; mais généralement, les *conditions du marché* vont les **désavantager** ou même **éliminer**.
- ❖ *24% des personnes interrogées pensent avoir perdu des affaires avec des concurrents ayant payé un pot-de-vin (PwC, 2014)*

Alors, on se tourne vers le **secteur public** pour établir des règles équitables qui encouragent l'intégrité et la bonne conduite.

LE SECTEUR PUBLIC:

- Des systèmes généralement faibles
- Des personnes:
 - Motivées par un avantage indu qui ne serait pas autrement reçu.
 - *Bien sûr, il y'a des individus éthiques dans le secteur public; cependant, ceux-ci sont généralement éclipsés par le collectif corrompu: recrutés ou mis à l'écart.*

Cela réduit les efforts d'intégrité à une situation où la corruption est menée en partenariat avec ceux qui en bénéficient: l'adoption et de l'efficacité des instruments juridiques et des sanctions qui sont appliquées par ce même groupe!

Le statu quo actuel

ACTEURS EXTERNES

- Le public
- Sociétés civiles

Un renforcement mutuel

SECTEUR PUBLIC

- Régulateurs
- Judiciaire
- Police

SECTEUR PRIVÉ

- Entreprises à but lucratif
- Organismes à but non lucratif
- Personnes



LA SOLUTION?

Ceux qui sont
désavantagés par le
statu quo

Changer le status quo
/le regime
De governance

Le changement est dans
la pratique -

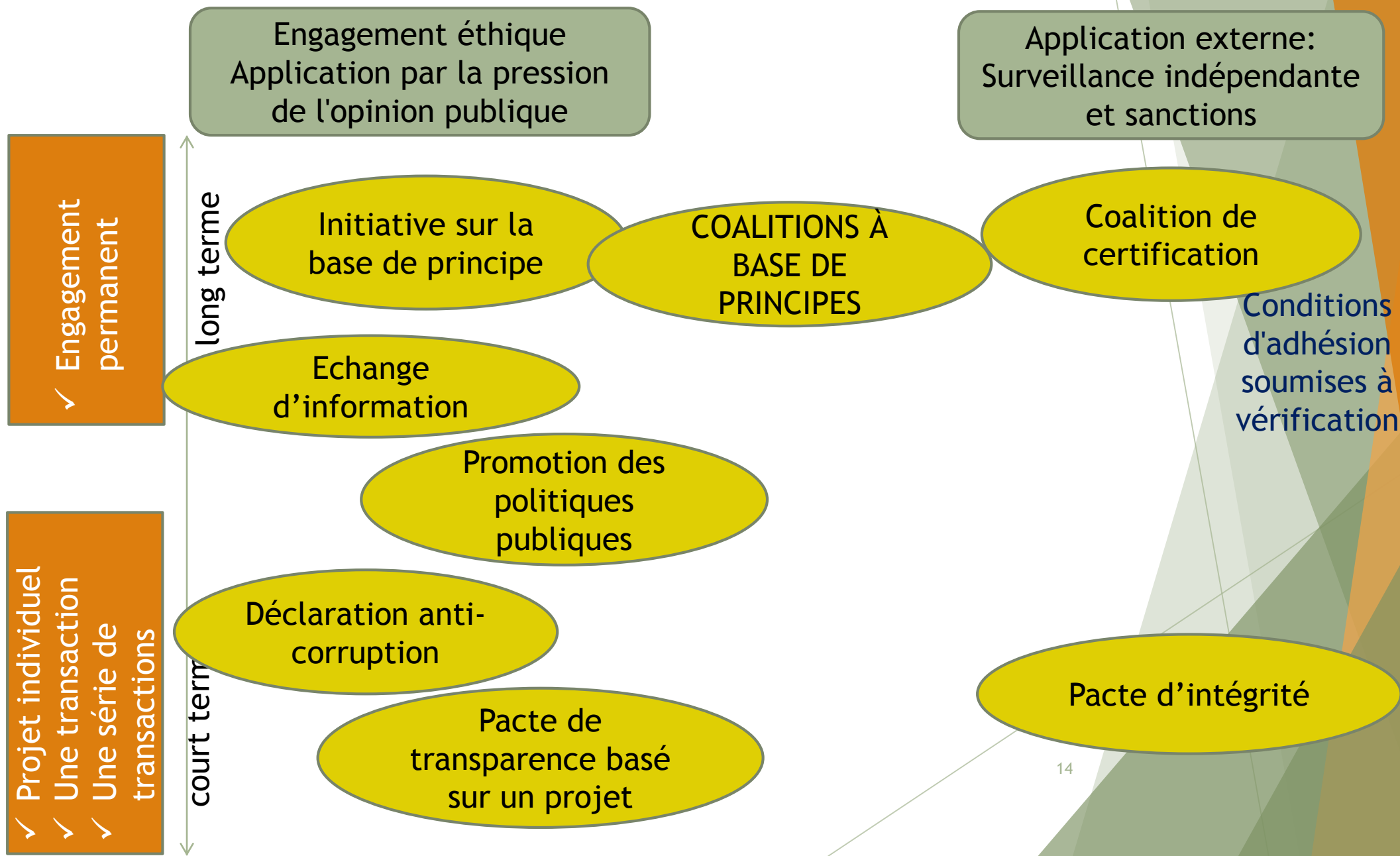
Former une masse critique
qui accepte de changer
ses pratiques

Faire connaître les
actions pour
renforcer la
pression à travers
l'opinion publique

Collectivement, transformer
le 'clean business' en
avantage compétitif

Action collective contre la
corruption

CRITÈRES D'ACTION COLLECTIVE CONTRE LA CORRUPTION



COMPRENDRE L'ACTION COLLECTIVE CONTRE LA CORRUPTION

Cadres juridiques faibles

ALIGNER LES INTÉRÊTS:
Objectif commun
(S.M.A.R.T.)

Corruption retranchée

Un outil supplémentaire

Plus efficaces, avec des surveillants externes, pour garder et appliquer ces accords par des sanctions si nécessaire

CHANGER LE CLIMAT DE TRAVAIL / PRATIQUES CONCURRENTIELLES

COLLABORATION DURABLE
entre des PARTIES PRENANTES
(Entreprise privées, OSC, universités, agences gouvernementales, etc.)

TRANSFORMER LE 'CLEAN BUSINESS' EN AVANTAGE CONCURRENTIEL

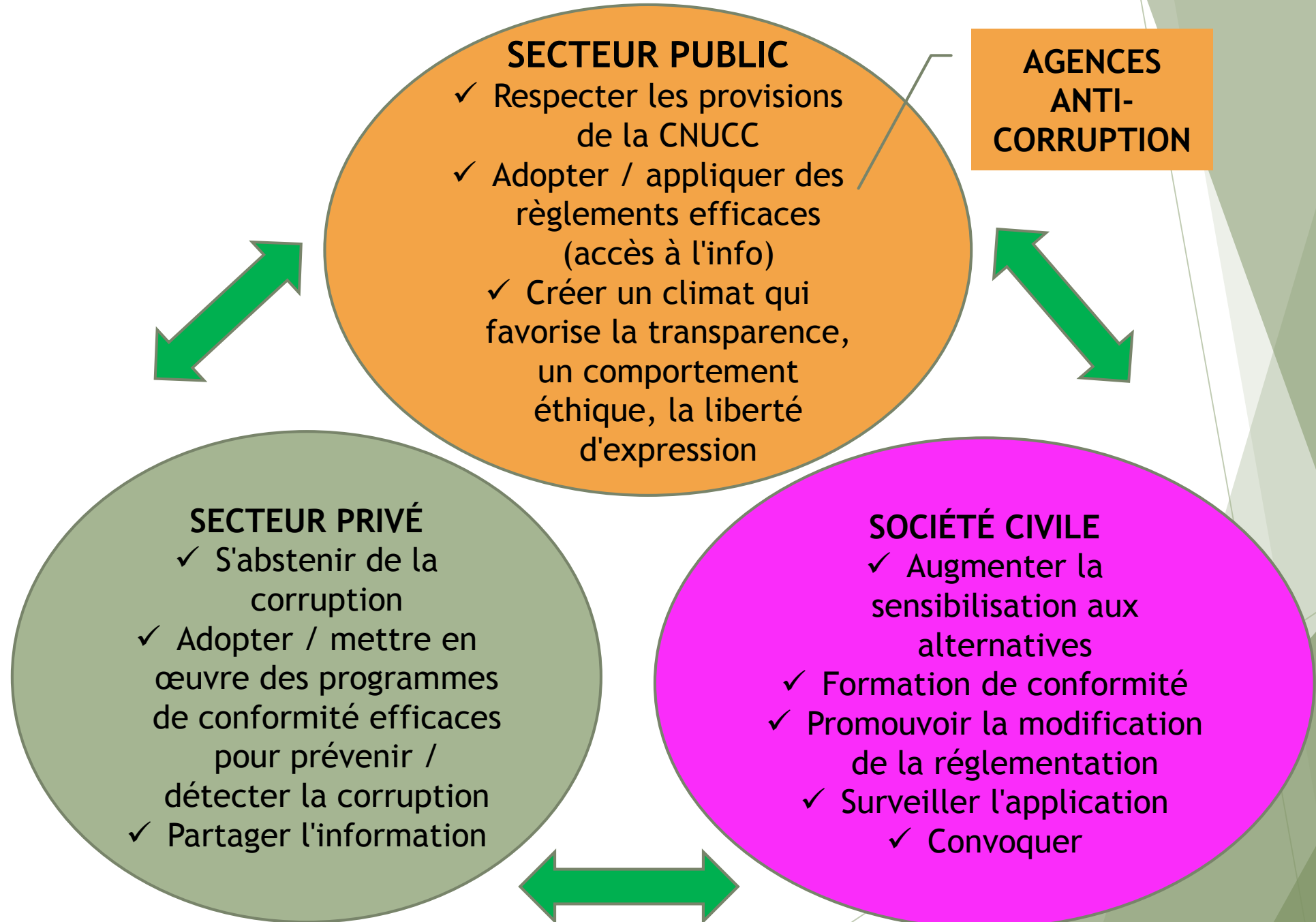
Un outil flexible

Institutions faibles

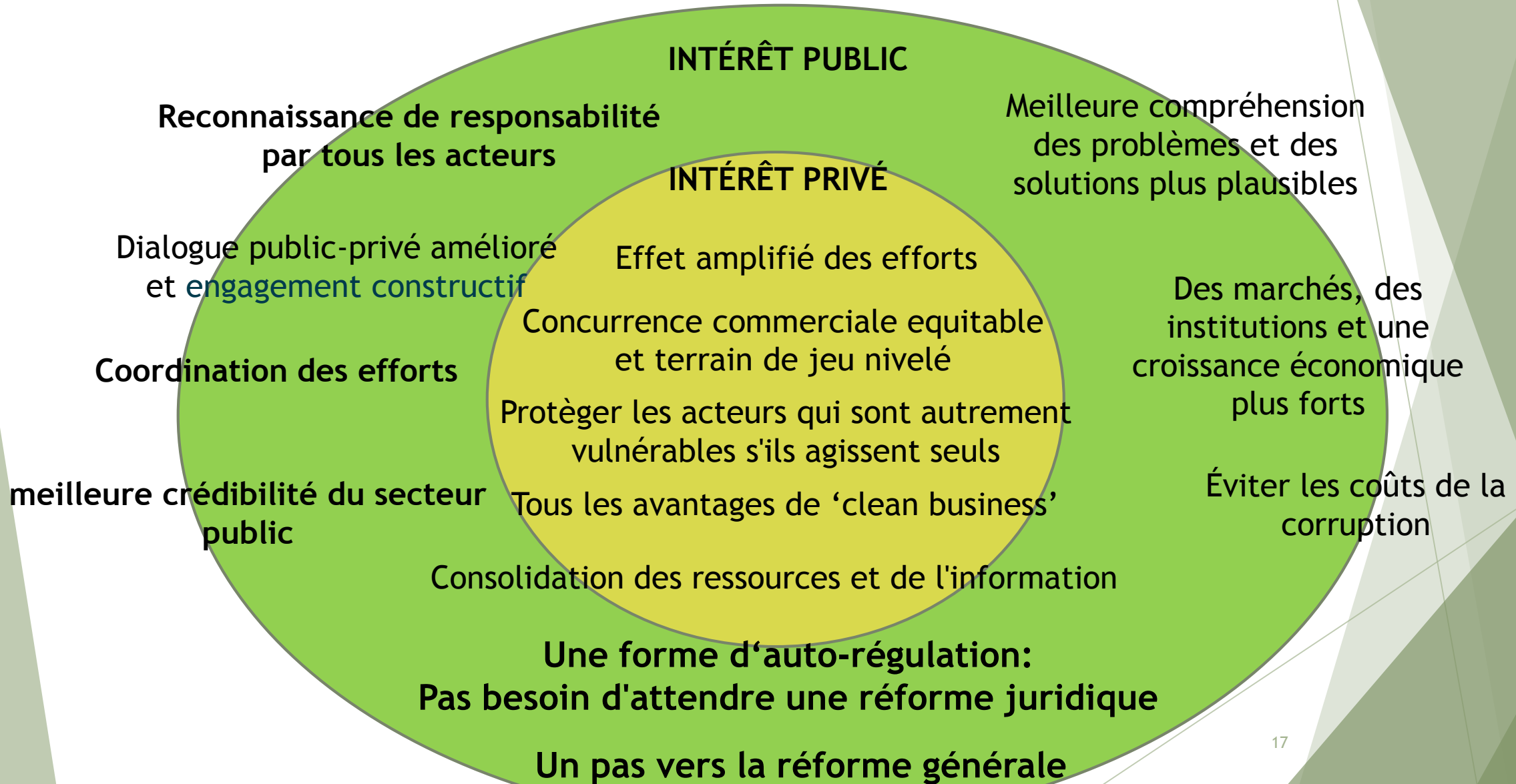
ÉTABLIR LA CONFIANCE

Faible application

Chaque partie prenante a un rôle potentiel à jouer



Action collective contre la corruption: Valeur ajoutée



ACTION COLLECTIVE CONTRE LA CORRUPTION

Les risques à garder en tête :

- Établir un consensus et la confiance entre parties prenantes qui ne travaillent pas ensemble d'habitude; soit parce qu'ils sont en compétition, soit parce qu'ils sont parties prenantes avec des intérêts et perspectives différentes.
- Soutenir les efforts:
 - Dans des contextes politiques et de sécurité sensibles
 - Quand l'initiative se focalise uniquement sur des situations spécifiques et donc les effets ne sont pas durables;
- Engagement réel par rapport à« effet de vitrine ».
- Avoir le bon type de direction (qualité, intégrité, perception du public, etc.) et faire le premier pas

Action Collective

Un exemple national :

- Au Maroc, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc a mis en place un **label de responsabilité sociale** pour les entreprises qui est ancré dans une charte contenant 9 points de référence pour la responsabilité sociale, y compris la prévention de la corruption et le respect des droits de l'homme et de l'environnement, entre autres.
- Vous pouvez trouver plus d'informations ici :
<http://www.cgem.ma/index.php?page=mybodydec.php&rub=13&art=63>

Merci

Des questions?